

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

BIMENSUEL
Paraissant les 15 et 30
de chaque mois



**25 MOUHARRAM 1414
15 juillet 1993**

35^e année

Sommaire

I - LOIS ET ORDONNANCES

- | | |
|-----------------------|--|
| 04 juillet 1993 | Loi n° 93-26 autorisant la ratification de l'accord de crédit signé le 17 février 1993 Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement (IDA), du Projet de Développement des Industries de la Construction et de l'Emploi |
| 07 juillet 1993 | Loi 93-27 instituant un Médiateur de la République |

II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS Présidence de la République

- | | |
|----------------------------|---|
| Actes Réglementaires | Decret n° 98-93 portant Cloture de la 2eme Session Ordinaire du Parlement pour l'année 1992 |
| 06 juillet 1993 | |
| Actes Divers | |
| 10 juillet 1993 | Decret n° 100-93 portant nomination du Médiateur de la République |

Premier Ministère

- | | |
|---------------------|---|
| Actes Divers | Decret n° 25-93 portant nomination au premier Ministère |
| 11 avril 1993 | |

Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération

- | | |
|----------------------------|---|
| Actes Réglementaires | Decret n° 75-93 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé le 29 janvier 1993 Islamique de Mauritanie et le Fonds Africain de Développement (FAD) relatif au renforcement des soins de Santé Primaires |
| 04 juillet 1993 | |
| 07 juillet 1993 | Decret n° 99-93 autorisant la ratification de l'accord de crédit signé le 17 février 1993 Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement (IDA), du Projet de Développement de l'Industrie de la Construction et de l'Emploi |

- | | |
|--------------------|---|
| Actes Divers | Decret n° 93-76 portant nomination d'un Consul Général de la République Islamique de Mauritanie à Dakar |
| 26 juin 1993 | |

Ministère de la Défense Nationale

- | | |
|--------------------|--|
| Actes Divers | Arrête n° R-081 portant désignation des membres d'une commission de réforme |
| 20 juin 1993 | Decision n° 1058 portant admission à la retraite proportionnelle de personnel non-National |
| 20 juin 1993 | Decision n° 1059 portant admission à la retraite proportionnelle de personnel non-National |
| 24 juin 1993 | Decret n° 74-93 portant promotion d'officiers de l'Armée Nationale aux grades supérieurs |

Ministère de la Justice

Actes Divers
16 juin 1993

Arrêté n° R-077 fixant les attributions du Secrétaire Général du ministère de la Justice
Arrêté n° R 078 portant désignation des membres de la commission des marchés du Décret n° 71-93 portant nomination d'un magistrat membre de l'Instance Judiciaire de l'Union du Maghreb Arabe.
Arrêté n° 295 portant détachement d'un magistrat.

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

Actes Divers
15 juin 1993
23 juin 1993
23 juin 1993
23 juin 1993
28 juin 1993
28 juin 1993

Décision 1053 portant attribution d'un diplôme d'Etat Mapa
Arrêté 292 portant révocation de quatre (4) gardes nationaux
Arrêté 293 portant readmission d'un sous-officier au corps de la Garde Nationale.
Arrêté 1070 portant attribution de commission à cinq (5) sous-officiers de la Garde Nationale
Arrêté 302 acceptant la démission d'un agent de police
Décision n° 1086 portant franchissement d'échelon à un grade de la police nationale

Ministère des Finances

Actes Réglementaires
17 juin 1993

Décision n° 1056 portant le versement des contributions de la République Islamique aux organismes internationaux.
Arrêté n° R 083 portant création d'une régie d'avance auprès du Ministère de l'Intérieur des dépenses liées aux frais de transport aérien des étudiants.

Actes Divers
17 juin 1993

Arrêté n° 289 portant cessation définitive de fonctions pour cause de décès d'un préposé des douanes
Arrêté n° 300 portant cessation définitive de fonctions pour cause de décès d'un préposé des douanes
Arrêté n° 301 portant nomination des membres suppléants à la commission centrale des marchés

28 juin 1993
28 juin 1993

Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

Actes Divers
20 juin 1993

Arrêté n° R 080 portant nomination des suppléants aux membres de la Commission Centrale des Marchés.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires
22 juin 1993

Arrêté n° R 082 portant organisation et lancement des délégations Régionales de l'Environnement.
Arrêté n° R 085 portant nomination du Président et des membres de la Commission du Développement Rural et de l'Environnement

24 juin 1993

Actes Divers
28 juin 1993

Décret n° 93 071 modifiant et complétant le décret n° 92 069 du 23 novembre 1992 établissant le statut public à caractère industriel et commercial de la société nationale (SONADER)

Ministère de l'Équipement et des Transports

Actes Divers
28 juin 1993

Décret 93 078 Portant nomination du Directeur Général d'Air Mauritanie

Ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie

Actes Réglementaires
05 juillet 1993

Arrêté n° R 90 fixant les prix de vente maximum des hydraurarbres liquides

Ministère de l'Éducation Nationale

Actes Divers
23 juin 1993

Arrêté n° R 084 portant rectifiant de l'arrêté n° R 072/MEN/ENS/89 du 15/04/1989 admettant aux concours directs d'entrée en 1ère et 2ème année de l'École Normale Supérieure

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et du Sport

Actes divers
23 juin 1993
26 juin 1993
28 juin 1993

Arrêté n° 291 constatant la cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un fonctionnaire
Arrêté n° 298 Portant titularisation de deux professeurs de l'enseignement supérieur
Décision n° 1085 Portant régularisation administrative d'un fonctionnaire

Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

Actes Réglementaires
22 juin 1993

Arrêté n° 290 accordant une indemnité aux membres du Conseil Scientifique de l'IMR

District de Nouakchott

Actes divers
30 mars 1993

Arrêté n° 05 Autorisation d'exploitation provisoire d'un terrain dans la zone Agro-Pastorale

III - TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**IV - ANNONCES**

I. LOIS & ORDONNANCES

Loi n° 93-26 du 04 juillet 1993 autorisant la ratification de l'accord de crédit signé le 17 février 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif au financement du Projet de Développement de l'Industrie de la Construction et de l'Emploi.

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord de crédit signé le 17 février 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement (IDA), d'un montant de huit millions sept cent mille droits de tirage spéciaux (8.700.000 DTS) destiné au financement du Projet de Développement de l'Industrie de la Construction et de l'Emploi.

ART 2 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Loi 93-27 du 07 juillet 1993 instituant un Médiateur de la République.

L'Assemblée Nationale et Le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I. DE L'ORGANISATION

ARTICLE PREMIER. - Il est créé auprès du Président de la République, une autorité indépendante, dénommée Médiateur de la République. Le Médiateur de la République est nommé par décret.

ART.2. - Le Médiateur de la République, reçoit, dans les conditions fixées par la présente loi, les réclamations des citoyens relatives à des différends non réglés, dans le cadre de leurs relations avec les administrations de l'Etat, les collectivités publiques territoriales, les établissements publics et tout autre organisme investi d'une mission de service public.

Le Président de la République peut saisir pour avis le Médiateur de la République au sujet de litiges opposant les citoyens à l'administration. L'avis doit être transmis dans un délai de 15 jours.

ART.3. - La fonction de Médiateur de la République est incompatible avec les fonctions de membres du Gouvernement, l'exercice de tout mandat électoral et d'une manière générale tout emploi public ou privé.

ART.4. - Le Médiateur de la République présente au Président de la République un rapport annuel, dans lequel il établit le bilan de son activité. Ce rapport peut être publié et diffusé.

ART.5. - Les crédits nécessaires à la mission du Médiateur de la République sont inscrits au budget de la République.

ART 6. - Les règles de fonctionnement de l'institution du Médiateur de la République seront fixées par décret.

CHAPITRE II. DE LA MISSION

ART 7. - Le Médiateur de la République est saisi que par l'intermédiaire des Maîtres. Ils lui transmettent les réclamations des citoyens, si elle entre dans le champ de son intervention.

ART 8. - Toute personne peut saisir le Médiateur de la République par réclamation individuelle ou collective, concernant, non réglée, une situation de fait ou de droit, en vigueur, par l'un des organes de l'Etat, soit portée à la connaissance du Médiateur de la République.

Est considérée comme réclamation toute demande présentée au nom d'une personne physique ou morale, ayant un intérêt direct à agir.

ART 9. - Les Parlementaires peuvent saisir le Médiateur de la République, leur propre chef, saisi le Médiateur de la République d'une question de sa compétence, pour solliciter son intervention.

ART 10. - Toute réclamation peut être saisie par toutes les voies de recours, toutes les démarches nécessaires à la résolution des différends.

La réclamation n'implique pas le recours, notamment les recours administratifs, judiciaires ou arbitraux.

Les différends entre les citoyens et les organismes visés à l'article 2, ne peuvent être saisis le Médiateur de la République.

ART.11. - Le Médiateur de la République, saisi d'une réclamation qui lui est parvenue, si elle est parvenue, il présente les recommandations nécessaires à la résolution du différend et le cas échéant, il propose des mesures tendant à améliorer le service public.

S'il lui apparaît que la situation est manifeste de dispositions réglementaires en vigueur, l'autorité compétente pour corriger cette iniquité et les manquements nécessaires.

ART 12. - Le Médiateur de la République informe de la suite donnée aux réclamations.

ART.13. Si l'autorité compétente ne prend pas les mesures disciplinaires à l'égard de ses agents responsables de fautes graves commises à l'encontre des administrés, le Médiateur de la République établit un rapport circonstancié sur la question adressé au Président de la République.

ART.14. Le Médiateur de la République ne peut intervenir dans un litige engagé devant un tribunal, ni remettre en cause le bien fondé d'une décision juridictionnelle, mais peut faire des recommandations à l'organisme mis en cause.

Le Médiateur de la République peut, en cas d'inexécution d'une décision de justice passée en force de chose jugée, enjoindre à l'organisme mis en cause de s'y conformer dans un délai qu'il fixe. Si cette injonction n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial adressé au Président de la République.

ART.15. Les ministres et les autorités publiques sont tenus de faciliter au Médiateur de la République l'accomplissement de sa mission et doivent autoriser leurs agents à répondre aux questions et éventuellement aux convocations du Médiateur de la République.

ART.16. Les corps d'inspection sont tenus à accomplir de leur compétence, les vérifications demandées par le Médiateur de la République, à répondre ou d'y déférer.

ART.17. Le Médiateur de la République peut demander au ministre responsable de lui donner une réponse écrite concernant le différend à l'origine de l'enquête, à l'exception de ceux de la défense nationale, de la politique étrangère.

ART.18. En vue d'assurer la confidentialité des affaires relatives au secret professionnel, la République veille à ce qu'aucune personne ne soit chargée de l'identification des personnes, ne soit faite dans la presse ou sous son autorité.

ART.19. Sera puni d'un emprisonnement de 20 jours et d'une amende de 200 000 francs ou de l'une de ces deux peines la personne qui aura fait ou fait faire, par le Médiateur de la République, l'indication de sa qualité, de sa profession, de sa propagande ou de publicité de nature commerciale.

ART.20. La présente loi sera publiée au Journal Officiel et exécutée.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
MAAOUYA OULDS

II. DECRETS, ARRÊTES, DÉCISIONS

Présidence de la République

ACTES RÉGLEMENTAIRES

Decret n° 98-93 du 07 juillet 1993 portant clôture de la 2ème Session Ordinaire du Parlement pour l'année 1993.

ARTICLE PREMIER. La 2ème Session Ordinaire du Parlement pour l'année 1993 sera close le samedi 10 juillet 1993.

ART. 2. Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence.

Actes Divers

Decret n° 109-93 du 10 juillet 1993 portant nomination de Médiateur de la République.

ARTICLE PREMIER. Monsieur Boudia est nommé Médiateur de la République.

ART. 2. Le présent décret sera publié.

Premier Ministre

ACTES DIVERS

Decret n° 29-93 du 11 avril 1993 portant nomination du premier Ministre.

ARTICLE PREMIER. Est nommé Secrétaire Général Adjoint au Gouvernement Monsieur El Arik Ould Aissa.

ART. 2. Le présent décret sera publié.

Un tel

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Actes Réglementaires

Décret n° 79-93 Autorisant la ratification de l'accord de prêt signé le 29 janvier 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Africain de Développement (FAD) relatif au financement du projet de renforcement des soins de Santé Primaires.

ARTICLE PREMIER - Est ratifié l'accord de prêt signé le 29 janvier 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Africain de développement, d'un montant de dix millions unités de compte du FAD (10.000.000 UCF), destiné au financement du projet de renforcement des soins de Santé Primaires.

ART 2 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n°99-93 du 07 juillet 1993 Autorisant la ratification de l'accord de credit signé le 17 février 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif au financement du Projet de Développement de l'Industrie de la Construction et de l'Emploi.

ARTICLE PREMIER - Est ratifié l'accord de credit signé le 17 février 1993 entre la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement (IDA),

d'un montant de huit millions unités de tirage spéciaux (8.000.000 UTS) pour le financement du Projet de Développement de l'Industrie de la Construction et de l'Emploi.

ART 2 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Actes Divers

Décret n°93-76 du 26 juin 1993 portant nomination d'un Consul Général de la République Islamique de Mauritanie à la République du Sénégal.

ARTICLE PREMIER - M. Mohamed Aly est nommé Consul Général de la République Islamique de Mauritanie à la République du Sénégal.

ART 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Défense Nationale

Actes Divers

ARRÊTÉ n° R - 081 du 20 juin 1993 portant désignation des membres d'une commission de réforme.

ARTICLE PREMIER - Sont désignés Président et membres de la commission de réforme les autorités suivantes :

Président: directeur du service de la santé de l'Armée Nationale

Membres:

Le medecin - chef de l'infirmerie de garnison de Nouakchott
Le commandant de la CQG, à l'Etat Major National

ART 2 -Sont tenus obligés de participer aux séances de la commission de réforme :

- Le directeur de l'Armée Nationale
- Le chef du 1er bureau de l'Armée Nationale ou son représentant
- Le chef Section recrutement, sélection, dir san

ART.3. - La commission de réforme se réunira aux lieux, date et heure fixés par le Président.

ART.4. - Le chef d'Etat - Major sera chargé de l'exécution du présent Arrêté. Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décision n° 1058 du 6 juin 1993 portant admission à la retraite proportionnelle de personnes de la Gendarmerie Nationale .

- ARTICLE PREMIER - Les militaires de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricules sont inscrits ci-dessous ont droit à la retraite proportionnelle pour convenances personnelles à compter du 1er juin 1993.

Noms et Prénoms	grade	Mic	Situation de famille	Etat des services à la
Izid Bih o/ Moulaye Ahmed	G4°E	2044	M.05 Enfants	16 ans
Dedah O/ El Kory	G.4°E	2279	M.04 Enfants	15 ans
Sall Mamadou Hamath	G.3°E	2303	M.03 Enfants	15ans
El Hadj Mamadou Ciré	G.1°E	2269	M.03 Enfants	15ans
Ahmed Mahmoud O/ Radhi	G1°E	2326	M.03 Enfants	15 ans
Sid'Ahmed O/ Abdellahi	G.1° E	2337	M.03 Enfants	15 ans

ART 2 - Ces Militaires seront munis, chacun en ce qui le concerne, d'un bon de transport et de déplacement valables dans la limite de leurs droits, de leur résidence d'affectation à leur destination.

ART 3 - Le Chef d'Etat -Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel.

Décision n° 1059 du 6 juin 1993 portant admission à la retraite proportionnelle de personnes de la Gendarmerie Nationale .

- ARTICLE PREMIER - Les militaires de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricules sont inscrits ci-dessous ont droit à la retraite proportionnelle pour convenances personnelles à compter du 1er juin 1993.

Noms et Prénoms	grade	Mic	Situation de famille	Etat des services à la
Alioune Diakité	G4°E	630	M.02 Enfants	21ans
Alioune O/ Bilal	G.3°E	975	M.03 Enfants	18 ans
Dedah O/ Ahmed	G.3°E	2064	M.03 Enfants	16ans
Abdoulaye Amadou	G.3°E	2116	M.08 Enfants	16ans
Abada O/ Marzoug	G1°E	2123	M.07 Enfants	16 ans

ART 2 - Ces Militaires seront munis, chacun en ce qui le concerne, d'un bon de transport et de déplacement valables dans la limite de leurs droits, de leur résidence d'affectation à leur destination.

ART 3 - Le Chef d'Etat -Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel.

Decret n° 74-93 Portant promotion d'officiers de l'Armée Nationale aux grades supérieurs

ARTICLE PREMIER - Les Officiers d'Active de l'Armée Nationale dont les noms et matricules suivent sont promus au grade supérieur à compter du 1er juillet 1993 conformément aux indications suivantes :

I - SECTION TERRE

POUR LE GRADE DE LIEUTENANT COLONEL

Les Commandants :

2/9 -Soumare Lassana Mamadou	70 108
3/9 -Taleb Moustapha O/ Cheikh	71 109

POUR LE GRADE DE COMMANDANT

Les Capitaines :

6/18 Mohamed Zenagui	
O/ Sid'Ahmed Ely	74 1021
7/18-Hanana O/ Sidi	76.1236
8/18-Mohamed O/ Hamen Salem	77.709
9/18 Abdou O/ Limam	78 074

POUR LE GRADE DE CAPITAINE

Les Lieutenants :

16/33 Mohamedou O/ M'bareck	
O/ Hameidi	83-440
17/33 Saleh O/ Mohamedou	85.251

18/33-El Yezid O/ Mo
19/33-Mohamed O/ Mo
Sakhoui
21/33-Cheikh Mohar
Lemine

POUR LE GRADE

Les Sous-Lieutenants

6/56-Sidi Mohamed O/
Cheikh
7/56-Mohamed O/ M'B
8/56-Adde O/ Deheye C

II - SEC

POUR LE GRAD

Le Lieutenant :

20/33 Bechir Ould Da

III - SEC

POUR LE GRADE D'EN DE 1ère

L'enseigne de Vaissea

9/56 Dah Ould Bah

ART 2 - Le Ministre de la d
de l'exécution du présent
Journal Officiel.

Ministère de la Justice

ACTES DIVERS

ARRETE n° R-077 du 16 juin 1993 fixant les attributions du secrétaire général du ministère de la justice et portant délégation de signature.

ARTICLE PREMIER - Maître Fayçal ould Moctar El Hassen, Secrétaire général du Ministère de la Justice est chargé sous l'autorité du ministre des questions suivantes :

- animation, Coordination des activités des conseillers et de l'ensemble des services du département;
- administration des crédits affectés au département;
- application des instructions du ministre ;
- suivi des affaires du département et leur traitement avec la diligence nécessaire;
- centralisations, et tri du courrier réservé à la lecture du ministre ;
- contrôle administratif et technique de l'avancement des projets et des activités du Département;

étude et examen
correspondence
soumis à la signat
étude et examen
du ministère des
ministre ;
gestion du person
immeuble affectés

ART 2. - Il est habilité à
ministre les actes ad
notamment :

toutes pièces comp
les ordres de m
déplacement effec
les correspondenc
les bons de coman
les demandes de r
les originaux de
messages

- les communiqués à la radio concernant l'ensemble du Département;
- les notes de services
- la liquidation des titres de paiement ;
- les sanctions.

Cette signature sera précédée de la mention suivante : "par délégation et pour le ministre le secrétaire Général"

ART 3 -. La signature de Maître Fayçal ould Moctar El Hassen, sera communiquée en double spécimen au trésor et au contrôle financier.

ART 4 -. Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui setra publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTE n° 078 du 16 juin 1993 portant désignation des membres de la commission des marchés du département.

ARTICLE PREMIER -. La composition de la commission des marchés du département de la justice est fixé ainsi qu'il suit:

- Maître fayçal ould Mocatr El Hassen, Secrétaire Général, Président
- Mme Mariem mint Khlil, directrice de l'Administration Judiciaire, Vice Présidente
- Sidi Mohamed ould Lebail, inspecteur Général de l'Administration Judiciaire et pénitentiaire, membre
- Dah ould Abdel Kader, directeur de l'Administration pénitentiaire, membre
- Ben Amar ould veten, directeur, des études et de la réforme, membre.

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

ACTES DIVERS

Décision 1053 du 15 juin 1993 portant attribution d'un diplôme d'Etat-Major

ARTICLE PREMIER -. Le diplôme d'Etat Major est attribué au Commandant Sogho Alassane Matricule 1907 à compter du 1er janvier 1993

ART 2 -. La présente décision sera publié au Journal Officiel

ARRÊTE 292 du 23 juin 1993 portant révocation de quatre (4) gardes nationaux

ARTICLE PREMIER -. Sont revoqués du Corps de la Garde Nationale pour faute grave à compter des dates énumérées les gardes nationaux dont les noms et matricules figurent au tableau ci-dessous :

ART 2 -. Le Secrétaire Général sera nommé par le Président de la République

ART 3 -. Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

Decret n° 71-93, P.R. portant nomination d'un magistrat d'Instance Judiciaire de l'Union du Maghreb Arabe

ARTICLE PREMIER -. M. Mohamed Saleh, Magistrat, Maitre de conférences, membre de l'Instance Judiciaire du Maghreb Arabe (UMA), est nommé au poste de Magistrat Linam Ould Mohamed pour exercer les fonctions.

ART 2 -. Le présent décret sera publié au Journal Officiel du 17 février 1993, sera p

ARRÊTE n° 295 du 24 juin 1993 portant nomination d'un magistrat

ARTICLE PREMIER -. M. Mohamed Saleh, magistrat, matricule 4512, est nommé au poste de magistrat, 1993, détaché au Ministère de la Coopération pour exercer les fonctions de la Coopération pour le Monde Islamique.

ART 2 -. Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

Noms et Prénoms	Grade
Nava O/ Sidi Baba	Garde National
Mohamed O/ Mahmoud	Garde National
Youna O/ Hamadi	Garde National
Sid'Ahmed O/ El Mamy	Garde National

ART 2 -. Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel

ARRÊTE 293 du 23 juin 1993 portant readmission d'un sous-officier au corps de la Garde Nationale

ARTICLE PREMIER - Est réadmis au corps de la Garde Nationale à Compter du 1er mai 1993, l'ex-Brigadier-Chef Bachir O/ Mohamed matricule 2071

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel

Décision n° 1070 du 23 juin 1993 portant attribution de commission a (5) cinq sous-officiers de la Garde Nationale

ARTICLE PREMIER - Des commissions sont accordées aux sous-officiers dont les noms et matricules suivent conformément au tableau ci-après.

Une année non Renouvelable

Noms et Prénoms	Grades	Mic	Date d'effet
Chenely O/ Noueiss	Adjudant	1824	01/09/93

Deux années Renouvelables

Noms et Prénoms	Grades	Mic	Date d'effet
Kane Oumar	A/C	1814	04/06/93
Taleb O/ Sidina	B/C	1743	01/02/93
Thiam Oumar Sileye	B/C	1873	28/02/93
Deuh Ould Bechir	B/C	1961	01/06/93

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

Ministère des Finances

ACTES REGLEMENTAIRES

Décision n° 1056 du 17 juin 1993 portant le versement des contributions de la République Islamique de Mauritanie à certains organismes internationaux.

ARRÊTE 302 du 28 juin 1993 portant readmission d'un agent de police

ARTICLE PREMIER - Est réadmis au corps de la Garde Nationale à Compter du 1er mai 1993, l'ex-Agent de police de 2° échelon Mohamed X Mohamed solde 23.136 X Mohamed précédemment en service (GSMO) de Nouakchott.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel

Décision n° 1086 du 23 juin 1993 portant franchissement d'échelon national

ARTICLE PREMIER - Est accordé le franchissement d'échelon du 1er échelon, indice 440, à Ould Bekaye

Ainsi qu

Au grade de Brigadier Chef d'Escadron, indice 470 à compter du 31

ART 2 - La présente décision sera publiée au Journal Officiel

ARTICLE PREMIER - Est autorisé le versement des contributions au profit de certains organismes internationaux désignés ci-dessous :

ORGANISMES	MONTANT	N° COMPTES
Année internationale de la famille (AIF)	Deux cent trente deux mille six cent quarante (232.640) ouguiya	The United Nations, Vienna, Austria Bankverin, sech Vienne, Austria

Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° R 080 du 20 juin 1993 portant nomination des suppléants aux membres de la Commission Centrale des Marchés

ARTICLE PREMIER - En application des dispositions de l'article 57 du décret n° 03-011 du 10 Janvier 1993 portant réglementation des marchés publics, sont nommés

Suppléant au Directeur du Commerce Extérieur
Mr. Mohamed Abdel Malik O/Sidi Mohamed,
Chef de Service des études à la Direction du Commerce Extérieur.

Suppléant au Directeur

Mr War Mamado

lutte Contre la fraude

l'approvisionnement

ART 2. Le Secrétaire
Commerce, de l'Artisanat
président de la Commission
sont chargés chacun de
l'application du présent
Journal Officiel

Ministère du développement Rural et de l'environnement

ACTES REGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° 082 du 26 juin 1993 portant organisation et fonctionnement des Délégations Régionales du Développement Rural et de l'Environnement

ARTICLE PREMIER - Il est créé, au chef lieu de chaque Wilaya, une Délégation Régionale du Développement Rural et de l'Environnement.

Chaque Délégation Régionale de Développement Rural et de l'Environnement a à sa tête un Délégué Régional nommé par le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, qui a le rang hiérarchique que les Directeurs Centraux du Département.

ART 2 - Il est créé au niveau de chaque Moughataa une inspection de Moughataa le siège de cette inspection est définie par le MDRE sur proposition du délégué Régional.

Chaque inspection de Moughataa aura à sa tête un inspecteur nommé par le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, sur proposition du Délégué Régional.

ART 3 - Le Délégué Régional est chargé
de l'identification, l'initiation, la programmation et l'exécution des activités de développement rural et de l'environnement entreprises dans la Wilaya.

de l'application de la politique nationale, régionale et sectorielle, en matière de développement rural et de l'environnement et de la programmation des activités des différents sous secteurs.

de la coordination des activités des services et inspections dans la Wilaya.

de la mise en oeuvre et du suivi des programmes et projets en exécution dans la Wilaya.

de la coordination et du suivi de toutes actions de développement rural et de l'environnement entreprises au niveau régional.

de l'assistance et de l'appui technique aux collectivités et organisations socio professionnelles, régionales.

de la gestion des ressources
matérielles mises à sa disposition
de l'information des collectivités
locales sur les questions

ART 4 - Les programmes
Délégations Régionales
techniques et d'évaluation
par les Structures Centrales
Développement Rural et
chacune pour ce qui la concerne.

ART 5 - La Délégation Régionale
Rural et de l'Environnement
suivants :

- Le Service de l'Amélioration pastorale
- Le Service Vulgarisation
- Le Service Environnement
- L'Espace Rural
- Le Service Administratif

ART 6 - Chaque Délégation
bureaux suivants :

- Un bureau chargé des Affaires professionnelles
- Un bureau chargé des Affaires
- Ces bureaux sont rattachés au Régional.
- Ces chefs de bureau sont nommés sur proposition du Délégué Régional.

ART 7 - Le Service de l'Agro-pastorale est chargé :

- de la préparation, de la campagne agricoles.
- de la protection des cultures
- de l'inspection sanitaire d'origine végétale
- du contrôle technique d'origine végétale et des industries

des questions concernant la conservation, le conditionnement et la transformation des produits agricoles.

- de l'élaboration de projets agricoles.
- du suivi des projets agricoles en cours d'exécution
- de l'élaboration des programmes périodiques ou annuels de production.

- de la surveillance et de la protection sanitaire

- de la préparation de la coordination et suivi des campagnes de vaccination du cheptel, de la prophylaxie des maladies réputées légalement contagieuses et des maladies communes à l'homme et aux animaux en collaboration avec les services régionaux de la santé publique

- de l'assistance vétérinaire aux éleveurs et agriculteurs.

- du contrôle technique des mouvements du bétail (foires, marchés, transhumance, importation et exportation).

- de l'inspection sanitaire des produits alimentaires d'origine animale et végétale

- de l'importation des parcs de vaccination

- de l'élaboration de la mise en oeuvre et du suivi des projets d'élevage.

- du développement et du perfectionnement des moyens d'abreuvement du bétail.

- de la conservation, du développement et de l'amélioration des pâturages

- de l'étude des applications du froid et du contrôle technique des installations frigorifiques publiques ou privées, destinées à la conservation des denrées alimentaires d'origine animale et végétale

ART 8 - Le Service Vulgarisation est chargé :

- de l'encadrement des agriculteurs, des éleveurs et des organismes administratifs ou privés dont les activités se rapportent aux productions végétales et animales.

- de la vulgarisation des techniques agricoles et d'élevage.

- de la participation à l'élaboration des programmes d'enseignement agricole et d'élevage au profit des agriculteurs et éleveurs.

- de l'encadrement et de la formation des éleveurs et des agriculteurs.

- de l'identification des besoins de formation et de perfectionnement du personnel technique de vulgarisation.

- de l'initiation.

- de l'orientation et du contrôle des organismes publics ou privés s'intéressant aux productions animales et végétales, à l'alimentation et à l'utilisation du bétail.

- de toutes autres questions se rapportant à la vulgarisation et à la sensibilisation des agriculteurs et éleveurs.

ART 9 - Le Service de l'Environnement et de l'Aménagement de l'Espace Rural est chargé :

- de l'identification et de la mise en application en collaboration avec les services intéressés, des méthodes de lutte contre la désertification, de conservation des sols, de protection et d'amélioration du couvert végétal.

- de la conservation des eaux et forêts.

- de la protection de la faune et du contrôle de la chasse.

- de la réalisation du contrôle et de l'entretien des parcs-feux, des parcs nationaux et des réserves classées.

- de la lutte contre la pollution et les nuisances de toutes sortes

- de l'amélioration de la qualité de la vie.

de la mise en oeuvre et de l'espace rural, de projets et programmes

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

- de l'organisation régionale et du contrôle rapportant aux projets

- de la conception, des opérations de construction de la protection des zones inondations et la mise

ARRÊTÉ n° 085 du 24 juin 1993 portant nomination du Président et des membres de la Commission Départementale des Marchés du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

ARTICLE PREMIER - La Commission Départementale des Marchés du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est constituée ainsi qu'il suit :

Président

Le Secrétaire Général

Vice-Président

Le Conseiller Juridique

Membres

Le Directeur Administratif et Financier, ou son Représentant dûment mandaté

Le Directeur du Développement des Ressources Agro-Pastorales, ou son Représentant dûment mandaté.

Le Directeur de l'Environnement et de l'Aménagement de l'Espace Rural, ou son Représentant dûment mandaté

Le Directeur de la Recherche Formation et Vulgarisation, ou son Représentant dûment mandaté.

Le Coordinateur de la Cellule de Planification, ou son Représentant dûment mandaté.

ART 2 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Decret n° 93-077 modifiant le décret n° 92-069 du 23 novembre 1992 portant reorganisation d'un établissement public commercial dénommé "Société Nationale Industrielle et Commerciale pour le Développement Rural et l'Environnement"

ARTICLE PREMIER : L'article 23 du décret du 23 novembre 1992 portant reorganisation d'un établissement public commercial dénommé "Société Nationale Industrielle et Commerciale pour le Développement Rural et l'Environnement" est abrogé.

ART 4 (nouveau) : La Société Nationale Industrielle et Commerciale pour le Développement Rural et l'Environnement est constituée d'un conseil d'administration composé de dix membres.

Le représentant du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Le représentant du Ministère des Postes et Télécommunications

Le représentant du Ministère de l'Énergie

Le représentant du Ministère de l'Agriculture, membre

Le directeur du Développement Rural et Agro-Pastoral, membre

Le représentant du Ministère de l'Environnement, membre

Le représentant du Ministère de l'Énergie, membre

Le représentant de la République Islamique de Mauritanie, membre

Le représentant des groupements professionnels, membre

Le représentant du personnel, membre

Le reste sans changement.

ART 2 : Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

ART 3 : Le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement et le Ministre de l'Énergie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère de l'Équipement et des Transports

ACTES DIVERS

Decret 93-078 du 28 juin 1993 : Portant nomination du Directeur Général d'Air Mauritanie

ARTICLE PREMIER : Est nommé au Ministère de l'Équipement et des Transports à compter du 20 juillet 1993

ETABLISSEMENT

AIR MAURITANIE

Directeur Général
Abderrahmane Ould

ART 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Ministère d'hydraulique et de l'Energie

ACTES REGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 90 du 05 juillet 1993 fixant les prix de vente maximum des hydrocarbures

ARTICLE PREMIER. Les prix de vente des hydrocarbures liquides livrés à la sortie de suit :

PRIX RENDUS, PRIX EX - DEPOT, FONDS DE SOUTIEN
DEPOT MEPP NOUAKCHOTT (UM/HL)

	Fuel - oil	Gasoil (MI)	Pétrole	Kérosene	Ord
PRIX RENDU	916,93	2.124,86	2.178,21	2.178,21	1.98
PRIX EX - DEPOT	1.245,06	4.705,13	4.863,30		8.49
FONDS DE SOUTIEN		960,45	1.550,49		1.88

DEPOT MEPP OU POINT CENTRAL NOUADHIBOU (UM/HL)

	G. O Peche	G.O.PECH	Gasoil (MI)	Pétrole	Keo
PRIX RENDU PC	1.949,19	1.949,19	1.949,19	2.046,18	2.04
PRIX EX - DEPOT	2.582,00	2.453,00	4.540,91	4.673,30	
FONDS DE SOUTIEN			1.165,55	1.594,90	

DEPOT ZOUERATT (UM/HL)

	Gasoil	Pétrole
PRIX RENDU PC	1.949,19	2.046,18
PRIX EX - DEPOT	4.797,40	4.657,33
Fonds de soutien	1.095,33	1.275,27

PRIX MAXIMUM A LA POMPE EN UM/LITRE

	ESSENCE SUPER	ESSENCE ORDINAIRE	PETROLE LAMPANT
ABDEL BAGROU	112,7	103,1	65,5
AIN FARBA	107,2	97,8	60,2
AIOUN EL ATROUSS	106,9	97,5	59,9
AKJOUJT	100,8	91,5	54,1
ALEG	99,9	90,6	53,1
ATAR	104,1	94,7	57,3
AJOUR	99,1	89,9	52,4
ACHIRAM	102,3	83,0	55,5
BOGHE	107,1	91,4	53,9
BABABE	101,1	91,8	54,3
BASSIKOUNOU	113,8	104,2	66,6
BOUSTEILLA	110,5	100,9	63,4
BOUTILIMITT	98,5	89,3	51,8
CHINGUETI	106,0	96,6	59,3
CHOGGAR	100,5	91,2	53,8
CHOU M		86,8	49,5
DJIGUENI	110,4	100,9	63,3
DOUERARA	106,4	96,9	59,4
EL GHARA	102,8	93,4	55,9
F'DERIK		86,8	48,2

	ESSENCE SUPER	ESSENCE ORDINAIRE	PETROLE LAMPANT
IDINT	97,4	88,2	50,7
KAEDI	102,0	92,7	55,2
KIFFA	104,3	94,9	57,3
KANKOSSA	105,8	96,4	59,0
KAMOUR	103,9	94,5	57,0
GUERROU	103,6	94,2	56,7
M'BOUT	104,3	95,0	57,4
MAGHITALAIJAR	101,3	91,9	54,5
MEDERDRA	99,0	89,7	52,4
MOUDJERIA	107,4	98,1	60,6
NEMA	110,5	100,9	63,3
NOUADHIBOU		85,8	48,4
NOUAKCHOTT	97,0	87,8	50,3
OUAD NAGHA	97,4	88,1	50,7
R'KIZ	100,8	91,5	54,1
ROSSO	99,1	89,9	52,4
SANGRAVA	101,7	92,4	54,9
SELIBABY	109,9	100,5	63,0
TIDJIKJA	109,9	100,5	63,2
TINTANE	106,0	96,6	59,0
TIMBEDRA	109,1	99,6	62,0
TIGUINT	97,9	88,7	51,3
ZOUERATT		86,8	48,2

ART. 2 - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° R - 064 MHE/MCAT en date

ART. 3 - Les secrétaires généraux du ministère de l'Hydraulique et de l'Energie, de l'Artisanat et du Tourisme, le Wali de Nouakchott, les Walis des Wilayas et les I chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera pu République Islamique de Mauritanie

Ministère de l'Éducation Nationale

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° R 084 du 23 juin 1993 portant rectificatif de l'arrêté n° R 072/MEN/ENS89 du 15/04/1990 fixant la liste des candidats admis aux concours directs d'entrée en 1ère et 2ème année de l'École Normale Supérieure (nouveau régime) année 1988-1989

ARTICLE PREMIER - L'article premier de l'arrêté R 072/MEN/ENS89 fixant la liste des Candidats admis aux concours directs d'entrée en 1ère et 2ème année de l'École Normale Supérieure (N.R) l'année 1988-1989) est rectifié ainsi qu'il suit

Au lieu de

B/ Concours direct d'entrée en 2ème année

1 Filière lettre Modernes option arabe

74 El Mehdi Ould Sidi El Moctar né en 1962 à R'kiz

B/ Concours direct d'entr

1 Filière lettre Moderne

44 Ahmed Ould Sidi El M

Le reste sa

ART 2: Les Secrétaires

l'Éducation Nationale e

Publique, du Travail, d

sont chargé, chacun

l'exécution du présent

Journal Officiel

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et du Sport

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 291 du 23 juin 1993 constatant la cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER - Est constaté à compter du 15/02/1993 la cessation définitive de fonction pour cause de décès du feu Lemhaba Ould Mohamed Mahmoud né en 1963 à Kaédi moniteur de l'économie rurale, en service au Ministère du Développement Rural et de l'Environnement depuis le 08/03/88.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel

ARRÊTÉ n° 298 du 26 juin 1993 Portant titularisation de deux professeurs de l'enseignement supérieur

ARTICLE PREMIER - Les professeurs stagiaires de l'enseignement supérieur dont les noms suivent sont titularisés après deux ans de stage conformément aux indications ci-après :

Niveau A 2 1^{er} échelon (indice 1100)

à compter du 02/11/89

- Ba Abou Amadou, professeur stagiaire de l'enseignement supérieur, niveau A2 (1100) depuis le 01/11/87.

N'Dery Niang,

l'enseignement supérieur
depuis le 01/11/87.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel

Décision n° 1085 du 26 juin 1993 portant sur la régularisation de la situation de fonctionnaire

ARTICLE PREMIER - Mohamed El Moctar, Secrétaire d'Administration Générale 2^e classe 3^e échelon, le 01/12/70 est promu

Secrétaire d'Administration 1^{er} échelon (indice 360) à compter du 01/12/70

- Secrétaire d'Administration 2^e échelon (indice 380) à compter du 01/12/70

- Secrétaire d'Administration 3^e échelon (indice 410) à compter du 01/12/70

- Secrétaire d'Administration 4^e échelon (indice 440) à compter du 01/12/70

ART 2 - La présente décision sera publiée au Journal Officiel partout où besoin sera

Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

ACTE REGLEMENTAIRE

ARRÊTÉ n° 290 accordant une indemnité aux membres du Conseil Scientifique de l'IMRS

ARTICLE PREMIER - Les membres du Conseil Scientifique de l'Institut Mauritanien de Recherche Scientifique, reçoivent au titre de leur participation

aux réunions du dit Conseil Scientifique une indemnité de mille ouguiya (4 000 U)

ART 2 - Le Directeur de l'Institut Mauritanien de Recherche Scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté. Fait à Nouakchott, le 26 juin 1993. Le Ministre, Journal Officiel

District de Nouakchott

ACTES DIVERS

ARRETE n° 05 du 30 mars 1993 Autorisation d'exploitation provisoire d'un terrain dans la zone Agro-Pastorale de Nouakchott.

ARTICLE PREMIER Est accordé au groupement précoopératif dit Intaj Inehiri à titre provisoire une concession rurale d'une superficie de 7500 m² dans la zone agro pastorale de Teyarett.

ART 2 - Le terrain est situé dans la zone de Teyarett route Akjoujt.

ART 3 Toute réalisation au sein du dit terrain doit être précisée de la construction à l'usage d'habitation sont interdite où à la direction d'exploitation

ART 4 Ce terrain est destiné à l'élevage et l'agriculture

ART 5 Le bénéficiaire receveur des domaines 200 UM / ha dans les tr années.

ART 6 - Le terrain, lui s la réalisation de la mise conformément à l'article 90 portant application portant l'organisation f

ART 7 Le chef de ser police sont chargé, cha l'application de cet arrêté Officiel

III. TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS
Bureau de Nouakchott

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

au livre foncier du Cercle de Trarza

Suivant réquisition, n° 389 déposée le 19 juin 1993 La Dame Cheikh nee Cisse Robert profession demeurant à Nouakchott et domicilié à Nouakchott Elle demande l'immatriculation au livre foncier du cercle de Trarza d'un immeuble urbain bâti Consistant en un terrain de forme rectangulaire d'une contenance totale de sept ares vingt six centiares 107,57 m².

situé à Nouakchott Dar Naim connu sous le nom de lot n° 1097 et borne au Nord par une rue sans numéro, Sud par le lot n° 1100 Est par une rue sans n° et à l'Ouest par le lot 1097

Il déclare que le dit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif délivré par le wali de Nouakchott, le 11/1/1992

et est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux et après détails, savoir :

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à l'immatriculation, en matière de droits réels, dans le délai de trois mois à compter de la parution du présent avis, qui aura été précédé de l'affichage du Tribunal de l'Instance de Nouakchott

Fait à Nouakchott, le 15 juillet 1993
Diane Boubaoui

CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS
Bureau de Nouakchott

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

au livre foncier

Suivant réquisition, n° 389 La Dame Cisse Mint C demeurant à Nouakchott Elle demande l'immatriculation au livre foncier du cercle de Trarza d'un terrain d'une contenance totale de sept ares vingt six centiares 107,57 m².

situé à Nouakchott Dar connu sous le nom de lot par une rue sans numéro par le lot 1097 et à l'Ouest

Il déclare que le dit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif délivré par le wali de Nouakchott, le 11/1/1992 et est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux et après détails, savoir : Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à l'immatriculation, en matière de droits réels, dans le délai de trois mois à compter de la parution du présent avis, qui aura été précédé de l'affichage du Tribunal de l'Instance de Nouakchott

Fait à Nouakchott, le 15 juillet 1993
Diane Boubaoui